



Recherche Actions Participative sur les conflits fonciers et dynamiques de cohabitation
en Territoire de Kalehe



Rapport de la Table ronde tenue à l'Institut Bwindi/Bukavu,
du 08 au 12 aout 2011

avec l'appui financier et technique de

LifePeace
& INSTITUTE

PLAN DU RAPPORT

INTRODUCTION GENERALE

- 0.1 Contexte
- 0.2 Les participants : provenance, profil et mode de désignation
- 0.3 Présentation d'APC et de LPI
- 0.4 Objectifs de la table ronde
- 0.5 Résultats attendus de la table ronde

I. METHODOLOGIE

1.1 Etapes préparatoires

- 1.1.1 Analyse des risques et stratégies de contournement
- 1.1.2 Les réunions préparatoires de la Table Ronde
- 1.1.3 Le kit du facilitateur et l'équipe pédagogique
- 1.1.4 Les présentations du processus RAP : Les rencontres avec les autorités, les acteurs délocalisés et la communauté humanitaire

1.2 Pendant la Table ronde

II. DEROULEMENT DES ACTIVITES

- 2.1. Le code de bonne conduite
- 2.2. Attentes et craintes des participants
- 2.3. Présentation des éléments de dialogue par communauté
- 2.4. Les outils utilisés
- 2.5. Synthèses journalières

III. RESULTATS ATTEINTS

- 3.1. **Plan d'Actions**
- 3.2. **Acte d'engagement**

LEÇONS APPRISES

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

ANNEXES

- 1. Mots de circonstance (ouverture, clôture)
- 2. Acte d'engagement
- 3. Plan d'actions adopté Kit pédagogique :
- 4. Analyse des risques et stratégies de contournement,
- 5. Guide méthodologique

6. Modèles d'invitation
7. Liste de délégués des communautés
8. Liste d'invités
9. Programme des activités

INTRODUCTION

0.1. Contexte

Depuis octobre 2008, l'asbl Action pour la Paix et la concorde (APC) est engagée dans la transformation positive des conflits intercommunautaires en Territoire de Kalehe, avec l'appui technique et financier de Life and Peace Institute. En collaboration avec les membres des communautés en conflits, APC utilise la Recherche Actions Participative (RAP) appliquée aux conflits fonciers comme approche appliquée à la transformation des conflits fonciers. Au cours de cette recherche sur les conflits fonciers opposant les communautés Bahavu, Bahutu, Batembo et Tutsi en Territoire de Kalehe, onze visites de terrain, de 8 jours chacune, ont permis aux chercheurs de rencontrer les leaders de ces communautés, parmi lesquels les représentants des mutualités, les femmes, les jeunes, les autorités coutumières, les autorités politico-administratives, les autorités militaires, l'élite intellectuelle, les députés provinciaux et nationaux, les grands concessionnaires, les opérateurs économiques... Des entretiens, parfois en focus groups homogènes ou en entretiens individuels avec ces acteurs couplés des observations et de la documentation et des analyses progressives nous ont permis de produire un rapport sur les conflits fonciers et dynamique de cohabitation pacifique en territoire de Kalehe.

Les résultats de cette recherche ont été restitués aux délégués de ces communautés lors du Dialogue intracommunautaire tenue à Kalehe d'avril à mai et qui avait entre autres objectifs d' (de): (1) amener les délégués des ces quatre communautés en conflit à avoir une compréhension commune des conflits fonciers qui les opposent ; (2) définir les éléments à dialoguer avec les autres communautés ; (3) proposer le lieu et les critères du choix du facilitateur du Dialogue Intercommunautaire ou Table Ronde et (4) désigner les personnes (délégués des communautés) participants à la table ronde.

A l'issue de ces restitutions, les délégués de chaque communauté ont exprimé une vive volonté de se rencontrer au tour d'une Table en vue de chercher ensemble des voies et moyens susceptibles de mettre fin à ces conflits et explorer les pistes d'une paix durable dans le Territoire de Kalehe à travers une série d'éléments de dialogue à traiter par les différentes communautés en conflits. C'est dans cette perspective qu'APC avec l'appui financier et technique de Life & Peace Institute (LPI), a tenu à Bukavu/Institut Bwindi du 8 au 12 août 2011, la Table ronde sur les conflits fonciers en Territoire de Kalehe.

0.2. Profil et mode de désignation des participants

Pendant 5 jours, la Table ronde a réuni 120 participants parmi lesquels les délégués des communautés Havu, Hutu, Tembo et Tutsi désignés pendant les restitutions

intracommunautaires. Les délégués de ces communautés à la Table ronde sont venus des 2 chefferies du Territoire de Kalehe : Buhavu et Buloho. Il y avait aussi des délégués des communautés venus de Kinshasa, Goma et Bukavu. En plus de ses délégués des communautés, la Table ronde a connu la participation des délégués de la communauté humanitaire du Sud-Kivu constituée des ONG Internationales, des agences du système des nations unies et de la MONUSCO ; les autorités politico-administratives et coutumières tant provinciales que locales et les membres de la société civile.

Le choix de ces délégués des communautés avait tenu compte de la représentativité selon les entités stratégiques, la crédibilité de tout un chacun par rapport à sa communauté et la connaissance du processus RAP en cours. En grande partie, ils étaient des leaders et notables représentant les autorités coutumières, les représentants des confessions religieuses, les représentants de l'élite intellectuelle, les femmes leaders, les opérateurs économiques, les représentants de la Société civile (voir liste en annexes).

0.3. Présentation d'APC et de LPI

Action pour la Paix et la Concorde, APC en sigle, est une organisation non gouvernementale de droit congolais ayant son bureau national sise Avenue du Gouverneur n° 3, Commune d'Ibanda, Ville de Bukavu, Province du Sud-Kivu en R.D.Congo, enregistrée sous l'accusé de réception n° F92/13655 du Ministère national de la Justice et Droits Humains portant n° JUST/20/20/834/2010 et au Ministère National du Plan n° 296/PL/2010.

APC est née dans un contexte social et politique émaillé par les conflits. Elle est impliquée dans la transformation des conflits communautaires et ce, en utilisant l'approche Recherche Actions Participative (RAP), le renforcement des capacités des acteurs locaux et l'accompagnement des Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM). Elle a pour mission l'incitation et l'accompagnement des acteurs locaux dans la transformation positive des conflits. Sa vision est une République Démocratique du Congo sans conflits communautaires.

Life&Peace Institute (LPI) est un institut œcuménique de recherche et d'action en transformation de conflits créé en 1983 par le Conseil des Eglises de Suède. Présent en RDC depuis 2002, ayant son siège à Bukavu (Sud-Kivu), la mission de LPI est de renforcer les capacités des organisations locales de transformation de conflits pour qu'elles deviennent des centres professionnels de transformation de conflits dans l'Est de la RDC. LPI/DRC compte actuellement trois partenaires dans les Nord et Sud-Kivu.

0.4. Objectifs

L'objectif global de la Table ronde était D'amener les quatre communautés en conflit à trouver un consensus sur les conflits fonciers qui les opposent et définir les actions non violentes et efficaces à mener pour une paix durable entre les communautés de Kalehe.

D'une manière spécifique, la Table ronde visait de (d') :

- ▶ Inciter les délégués des communautés participants à la table ronde à échanger et à dialoguer sur les éléments des conflits fonciers qui les divisent
- ▶ Définir des actions susceptibles de transformer positivement les conflits et renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés de Kalehe
- ▶ Définir et mettre en place des mécanismes d'accompagnement et de suivi du plan d'action défini par les délégués membres des communautés
- ▶ Impliquer différents acteurs influents dans le processus de mise en œuvre des actions de TC

1.5. Résultats attendus

- ▶ Les acteurs membres des communautés se mettent d'accord sur la nature des conflits qui les opposent ;
- ▶ Un plan d'action intégrant les actions susceptibles de transformer positivement les conflits est adopté par l'ensemble des participants à la TR
- ▶ Des mécanismes de mise en œuvre du plan d'action sont définis et mis en place (un cadre de concertation regroupant les représentants des différentes communautés est mis en place) ;
- ▶ Les différents impliqués acceptent d'apporter leur appui au plan d'action et aux mécanismes de mise en œuvre.

I. METHODOLOGIE

1.1. Etapes préparatoires

La Table ronde étant une activité de grande envergure par rapport au processus RAP, une série d'étapes de préparation ont été parcourues pour s'assurer de l'efficacité des acteurs dans l'exécution des tâches pendant la Table ronde. De l'analyse des risques et des mécanismes de contournement, nous avons organisé des rencontres préparatoires avec les modérateurs des communautés, le facilitateur de la Table ronde à Bukavu, à Minova et à Goma. Au cours de ces rencontres, nous nous attelions beaucoup plus sur les aspects pédagogiques, méthodologiques, logistiques et la gestion de l'espace politique. En plus de ces réunions préparatoires, nous organisons des rencontres avec les autorités politico-administratives et coutumières tant au niveau local, territorial, provincial que national pour se rassurer de leur implication dans le processus. Dans les lignes qui suivent, nous présentons les différentes étapes de préparation de organisées.

1.1.1. Analyse des risques identifiés et stratégies de contournement

Avant la tenue de la Table Ronde, APC en compagnie de LPI, avait analysé les risques et défini les stratégies de leur contournement. Dans le tableau ci-dessous, nous reprenons les risques identifiés et les stratégies de contournement définies.

Nature de risque	Risques identifiés	Stratégies de contournement
Les risques liés aux acteurs APC	Manque de neutralité	vigilance dans la communication
		se surmonter et éviter des à coté communautaires entre les agents APC et leurs propres communautés.
Rapports	Que les Rapports qui prennent en otage la Table Ronde	Cet élément devra être géré par le facilitateur en termes d'explication.
Presse	Gestion de la presse/média (déviation de message)	Mettre à leur disposition le dépliant de la Table ronde
		Prévoir les messages à radiodiffuser.
Moyen financier insuffisant	Difficulté de gérer l'imprévu budgétaire	faire attention aux dépenses car le budget est limité
	Revendication de certains acteurs politiques par rapport à la RAP	Bien gérer la communication et surtout d'être clair
		Etre communicatif et clair pendant les dépenses
Risques liés aux participants	Perdiem pour lequel un modus vivendi a été trouvé avec les modérateurs	Ici les modérateurs devront éviter que les participants ne délèguent les gens à la Table Ronde et veilleront au remplacement valable des invités empêchés. On devra aussi veiller sur un déplacement groupé des invités à partir de Minova.
	Absence de certains invites	Les invités de Kinshasa seront remplacés par les autorités politico-administratives provinciales et locales tandis que les ambassades par les ONGI présentes à Bukavu.
		Ces derniers devront être mis à la disposition de leurs modérateurs respectifs.

	Gestions des leaders « poids lourds » susceptibles de créer la déviation, poids lourds à problème.	La langue des participants sera le Swahili, le Français et l'Anglais
		La langue des participants sera le Swahili, le Français et l'Anglais
		Pour palier à ce risque, il faudra laisser les participants agir et proposer eux-mêmes les éléments de conclusion, et ensuite il faudra capitaliser les divergences.
	Remise en cause de certains participants.	il faudra une facilitation dans les explications préliminaires (tolérance mutuelle). Aussi les modérateurs auront un grand rôle à jouer dans ce problème.
Risque lié à la méthodologie	Désaccords entre « acteurs locaux et délocalisés ».	Ici c'est le facilitateur qui devra jouer un grand rôle
	Retrait brusque, suspension de certains participants	Ici, il faudra voir le modérateur, la concertation en équipe, intra médiation.
	Disparité de niveau des participants	Il faudra que la langue d communication soit le Swahili, Français et l'Anglais.
	Rejet des certaines conclusions	Pour palier à ce risque, il faudra laisser les participants agir et proposer eux-mêmes les éléments de conclusion, et ensuite il faudra capitaliser les divergences.
		La modération et la concertation en équipe de travail pourront aider à contenir ce risque.
	Remise en cause de la facilitation :	les modérateurs et l'équipe de travail pourront aider à contourner en expliquant le processus participatif du choix du facilitateur ;
Désaccord des points de vue de l'équipe pédagogique :	pour éviter ceci, il faudra seulement se faire confiance mutuellement.	

Risque lié au contexte/Sécurité	Récupération politicienne	Pour éviter ceci, il faudra la vigilance de l'équipe pédagogique et fournir l'information correcte.
	Incident sécuritaire dans la ville lié au milieu d'origine des participants	il est prévu de s'appuyer sur les délégués officiels invités et de renforcer la communication avec le service de sécurité (Police, ANR...)
Calamité naturelle	Tremblement de terre, forte pluie...)	Il faudra ici récupérer le temps (ajourner l'activité), éviter d'habiter dans les endroits à haut risque et enfin mettre dans les kits, une note d'information sécuritaire.
Transport des participants avec le protocole provincial pour gérer cette question.	Intolérance (chahut)	Dans ce cas, il ne faut pas coller le bus à une ligne ni à une communauté, pas de calicot sur le bus, prévoir une note des itinéraires. Préséance politique et coutumière (garde corps) : il faut être en communication.

1.1.2. Les réunions préparatoires

Pour se rassurer de l'évolution dans la préparation de la Table ronde, il était organisé des réunions hebdomadaires soit à l'APC, soit à LPI. Les participants à ces réunions étaient entre autres : le staff technique APC, sous l'accompagnement de LPI. Dans ces réunions, nous planifions les activités importantes relatives à la préparation de la Table ronde, avec accent particulier sur les aspects logistiques, méthodologiques, pédagogiques, sécuritaires et la gestion de l'espace politique ainsi que des risques éventuels liés au processus.

En plus de ces réunions hebdomadaires, une autre réunion avec les 12 modérateurs des communautés en conflits avait eu lieu à Minova le 12 juillet 20. La réunion avait porté sur la finalisation de listes de délégués des communautés participants à la Table ronde ; les rôles des modérateurs locaux, de APC, LPI, du Facilitateur à la Table ronde ; les Termes de référence (Méthodologie) de la Table ronde ; la mise en place des stratégies de contacts et de mobilisation des délégués des communautés ; le choix du Facilitateur et la préparation logistique. En plus des 12 modérateurs des communautés, la réunion a connu la participation du staff technique APC et du Conseiller technique LPI chargé d'analyse, Monsieur Loochi Muzaliwa. Après avoir été accepté par tous, le Facilitateur de la Table ronde, Monsieur Kasongo Kabusa Mbukani Raphaël¹, a modéré 3 réunions pédagogiques. Ces réunions pédagogiques ont porté sur le Qui fait quoi ; l'Analyse des risques, les mécanismes de contournement et la méthodologie.

Enfin, en date du 6 août 2011, il s'est tenu à l'Institut Bwindi, la réunion pédagogique élargie aux 4 modérateurs principaux des communautés. Cette rencontre a consisté à la restitution des résultats de la rencontre organisée à Goma et à la prise des dernières dispositions pratiques quant au démarrage de la Table ronde.

1.1.3. Le kit du facilitateur et de l'équipe pédagogique

Dans le but de bien préparer les outils utiles à la Table ronde, le Facilitateur et les membres de l'Equipe pédagogique étaient munis chacun d'un Kit comprenant les rapports et /ou comptes rendus des réunions préparatoires de la Table ronde ; le Guide méthodologique ; le Qui fait quoi ou rôles des différents acteurs impliqués dans la table ronde ; les Termes de référence de la rencontre préparatoire de la Table ronde avec les modérateurs et le facilitateur à Goma ; le Modèle d'invitation à la table ronde ; la Présentation du processus de Recherche Action Participative (RAP) sur les dynamiques des conflits fonciers entre les communautés en Territoire de Kalehe ; le Rapport pratique de la RAP sur les conflits fonciers en Territoire de

¹ Coordonnateur de l'ONG CEFAD-Centre de Formation et d'Appui au Développement durable et Consultant Banque mondiale

Kalehe ; les Listes des invités à la Table ronde (invités externes, délégués des communautés Havu, Hutu, Tembo et Tutsi ; le Calendrier des activités préparatoires de la TR ; les Termes de référence de la Table Ronde sur les conflits fonciers en Territoire de Kalehe et les Rapports des restitutions intracommunautaires Bahutu, Bahavu, Batembo et Tutsi.

En plus de ce kit du Facilitateur et des membres de l'Equipe pédagogique, il y avait aussi le kit des participants qui contenait : la Présentation de APC et de LPI ; le Chronogramme des activités de la Table ronde ; les Termes de références de la Table ronde ; la Liste de participants et les éléments de dialogue définis par les communautés à la Table ronde.

1.1.4. Les présentations du processus RAP : les rencontres avec les autorités, les ONGI et les agences du système des nations unies

La Table ronde sur les conflits fonciers est l'aboutissement d'un processus de recherche et le commencement d'un autre, qui sera plus axée sur les actions de transformations de conflit. Avant sa tenue, il a été remarqué que bon nombre d'acteurs et organisations susceptibles de s'impliquer d'une manière ou d'une autre dans le processus de mise en œuvre des actions de transformations de conflits.

Nous sommes partis du constat que si les conflits fonciers affectent très négativement les relations entre les communautés ethniques de Kalehe avec un impact négatif sur le développement socio économique des populations locales, le rôle des autorités provinciales et nationales dans la transformation positive de ces conflits est très déterminant. C'est ce constat qui nous a poussé à organiser des rencontres avec les autorités et les acteurs humanitaires et du développement avec un double objectif: (1) restituer les résultats de la recherche tel qu'amendés par les délégués des communautés lors des ateliers de dialogues intracommunautaires et de mener un plaidoyer auprès des autorités politico-administratives ainsi qu'au niveau des acteurs internationaux (ONGI, agences du système des nations unies et diplomates) afin de solliciter leur implication active dans les préparatifs et le déroulement de la Table ronde sur les conflits fonciers de Kalehe.

Tout au long du processus, que ce soit lors de la recherche, avant les restitutions intracommunautaires, qu'avant la Table ronde, des rencontres ont été effectuées avec les autorités tant au niveau coutumier et territorial qu'au niveau provincial et national. Ces rencontres de conscientisation des dirigeants gestionnaires des terres coutumières vis-à-vis de leur responsabilité dans les conflits fonciers qui opposent les communautés ethniques de Kalehe, visaient à susciter leur implication et leur participation active au processus RAP. Singulièrement aux autorités tant au niveau provincial et national, nous sommes parti du constat que c'est parmi elles qu'on trouve des grands détenteurs d'enjeux et qui du reste

manipulent les communautés à des fins politiques et économiques. En plus, le pouvoir public devra jouer un rôle important dans le processus de transformation des conflits fonciers dans le territoire de Kalehe. Ceci étant, nous avons trouvé que les laisser en marge du processus entrainerait de facto l'échec de la dynamique de paix en cours dans le Territoire de Kalehe.

En plus des autorités politico-administratives et coutumières, nous avons organisé des rencontres de restitutions des résultats de la RAP à la Communauté humanitaire à travers les différents clusters (Protection, Relèvement précoce) et au CPIA. Nous avons aussi partagé ces résultats avec la MONUSCO/CAS et Affaires politiques pour récolter leurs points de vue avant la tenue de la Table ronde. Ces rencontres avaient aussi pour but de solliciter la participation active de ces acteurs à la Table ronde et leur appui dans la mise en œuvre des actions de transformation des conflits définies par les communautés.

1.2. Pendant la Table ronde

L'équipe pédagogique était constituée des agents d'APC, ceux de LPI, de 4 modérateurs principaux des communautés ; du Facilitateur et de son assistant. Pour plus d'efficacité dans l'exécution des tâches, 3 commissions ont été mises sur pied. Il s'agit de la Commission Logistique avec 4 sous commissions dont : le Logement, la Restauration, l'Accueil et le Transport ; la Commission Pédagogique avec 2 sous-commissions dont : le Secrétariat et la Facilitation ; de la Commission Sécurité et gestion de l'espace politique. La Commission Logistique était chapeautée par James Chamusoke, Chargé de l'Administration et finances à APC, la Commission Pédagogie, par Raphael Kasongo Kabusa, Facilitateur de la Table ronde et la Commission Gestion de l'espace politique et sécurité était sous la responsabilité de Déo Buuma (Secrétaire exécutif APC) et Loochi Muzaliwa (Conseiller Technique chargé d'analyse à LPI).

Le rôle du Facilitateur était d'organiser des rencontres avec les différents modérateurs avant la Table Ronde ; de réunir l'Equipe pédagogique avant la Table Ronde afin de leur parler de la méthodologie préconisée pour la réussite de la Table Ronde, d'assurer la facilitation pendant la Table Ronde, d'organiser des évaluations journalières de la Table Ronde, de préparer l'évaluation finale de la Table Ronde. Raphael Kasongo Kabusa était assisté par une Equipe composée de François Kambale, Mlle Charlotte (LPI Upsala), Mme Wangari (LPI Nairobi), Bahati Mukesha (Modérateur de la communauté Hutu), Nfizi Alphonse (Modérateur de la communauté Tutsi), Didier Misuka (Modérateur de la communauté Havu) et Dunia Bwenge Doux (Modérateur de la communauté Tembo), de Déo Buuma (APC) et de Sosthène Maliyaseme (APC). Le secrétariat technique était assuré par une Equipe composée de Claude Iguma (LPI), Romain Lwaboshi (APC), Bulyamu Georges (APC), Sisto Byabele (APC), Sacha Petiot (APC), Lotte (APC) et Michael CRAFT (Stagiaire LPI).

Les modérateurs des communautés avaient le rôle de sensibiliser les communautés à participer à la Table Ronde, aider les communautés dans le processus de sélection des participants à la Table Ronde, exécuter d'autres tâches pouvant aider au bon déroulement des assises de la Table Ronde, faire le relais entre APC et les communautés.

II. DEROULEMENT DE LA TABLE RONDE

Les travaux de la Table ronde ont débuté par l'adoption, en plénière, du Code de bonne conduite et la définition en carrefours homogènes des attentes et craintes. Il s'agit de carrefours des Délégués des communautés, des Autorités politico-administratives et coutumières et celui des Observateurs nationaux et internationaux.

2.1. Le code de bonne conduite

Pour permettre un bon déroulement des travaux de la Table ronde et dans le souci de la gérer minutieusement le temps, ce code de bonne conduite défini au préalable par les membres de l'équipe pédagogique était présenté aux participants et tous ont convenu de le respecter.

Pour ce faire, les participants ont convenu de mettre le téléphone sous silencieux ou l'éteindre ; d'éviter des sorties intempestives ; de demander la parole et l'obtenir ; d'éviter des réunions parallèles ; de respecter ; de respect de l'agenda ; d'être tolérance mutuellement ; d'éviter des discours passionnés ; de rester dans l'ordre du jour ; d'éviter des redites ; de ne pas monopoliser la parole ; d'éviter les sous-groupes dans les groupes, même en dehors de la salle ; d'amener les gens à s'exprimer davantage dans les carrefours ; d'utiliser la langue qu'on maîtrise le plus, la Kiswahili est la langue de communication et en deuxième lieu le français et dans les petits coins c'est l'anglais.

2.2. Attentes et craintes des participants

Les attentes et craintes par rapport à la Table ronde étaient définies par les membres des communautés et le groupe des observateurs en carrefours homogènes puis présentés en plénière. Le groupe Autorités politico administrative quand à lui, n'a défini que les craintes. Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les attentes et craintes telles que définies par les délégués des communautés et les observateurs.

Tableau : Attentes et craintes des participants à la Table ronde

COMMUNAUTÉ	ATTENTES	CRAINTES
HAVU	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Une paix durable, condition sine qua none pour le développement intégral dans le Territoire de Kalehe. ▶ Mise en place d'un cadre permanent pour prévenir, résoudre les conflits intercommunautaires. ▶ Transformer la mosaïque de communautés en source de richesses culturelles. ▶ Personnaliser la solidarité des communautés de Kalehe et bannir les systèmes de marginalisation des communautés pour une paix durable dans le Territoire de Kalehe ▶ Mariage conjugal entre les membres des différentes communautés pour une cohabitation pacifique. Exécution de projets intercommunautaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Risque de communautariser la population de Kalehe ▶ Manque de dialogue intercommunautaire ▶ La communauté n'arrive pas à comprendre que c'est l'état qui fixe les limites administratives et non les communautés elles-mêmes. ▶ Les trois autres communautés (Tembo, Hutu, Tutsi) refusent de supprimer leurs bandes armées et de remettre les armes détenues illégalement. ▶ Les communautés Tutsi et Hutu campent sur leur position de ne pas céder les terres prises de force au Bahavu.
HUTU	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Avoir des esprits apaisés vis-à-vis des problématiques de notre communauté ▶ Renforcement de la cohabitation pacifique avec toutes les communautés de Kalehe et ses environs ▶ Dégager des mesures d'accompagnement des personnes ayant les problèmes fonciers dans les cours et tribunaux <p>Trouver un cadre d'accompagnement pour la réalisation des projets de développement dans les Hauts- Plateaux ; tel que : les routes, les écoles, addictions d'eaux potables, les centres de santé, les marchés, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Risque de voir que l'état ne s'implique dans les décisions prises. ▶ Manque de sincérité dans les déclarations suite aux agendas cachés (hypocrisie). ▶ Les ministères qui ont les affaires foncières dans leurs attributions sont absents y compris celui de la Justice ▶ Crainte de poursuite de certains compte-tenu de leurs opinions : Quels sont les mécanismes de protection envisagés par l'APC ? ▶ La non-considération des conclusions, des résolutions de la Table Ronde par certains chefs coutumiers absents

TEMBO	<ul style="list-style-type: none"> ▶ La communauté Tembo sera reconnue comme ayant droit foncier dans les limites reconnues avant et après l'Indépendance. ▶ la communauté Havu reconnaitra que la revendication de l'identité des Batembo (Territoire, chefferies, culture) n'est pas un sujet de conflit mais plutôt un droit légitime. ▶ Faciliter l'échange avec les autres car du choc des idées jaillit la lumière. ▶ Que nos autorités soient responsables de faire respecter les clauses des textes légaux car beaucoup de décisions sorties en faveur des Batembo sont restées lettres mortes créant ainsi une frustration permanente dans le Mutembo, d'une part ; et de prendre les actes annulant purement et simplement les décisions illégales signées en notre défaveur. ▶ La communauté Tembo sera reconnue comme ayant droit foncier dans les limites reconnues avant et après l'Indépendance. ▶ la communauté Havu reconnaitra que la revendication de l'identité des Batembo (Territoire, chefferies, culture) n'est pas un sujet de conflit mais plutôt un droit légitime. ▶ Cette table ronde nous facilite l'échange avec les autres car du choc des idées jaillit la lumière. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Incompréhension entre les uns et les autres et manque de sincérité ▶ L'absence de certains acteurs-clés comme le chef de groupement de Buzi crée une inquiétude. ▶ La communauté Tembo craint que le nombre de retournés Tutsis et Hutus soit supérieur à celui qui était connu.
TUTSI	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Une cohabitation pacifique entre communauté ▶ Heureuse exploitation de nos champs ▶ Retour des réfugiés ▶ Avoir accès au pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les leaders des communautés délocalisés « conservateurs » qui influencent certains et ne peuvent pas s'engager ou décider sans leurs avis, et si une fois l'objectif n'est pas atteint, notre territoire sera un champ des conflits et par conséquent : Non retour des réfugiés : pauvreté et pas de développement. ▶ Manque de sincérité des certains

OBSERVA- TEURS	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'esprit patriotique et attachement total à la nation congolaise ; ▶ Trouver des mécanismes de sécurisation de l'acte d'engagement qui sera signé à l'issue de cette table ronde ; ▶ La restitution des résultats issus de cette table ronde par des délégués à leurs communautés de base et leur appropriation ; ▶ Que la table ronde soit une opportunité pour reconstruire le capital social détruit par les conflits 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les participants à ces assises vont dépasser la méfiance pour pouvoir s'exprimer librement même pour le sujet considéré jadis comme tabou ; ▶ Le faible nombre des femmes peut entraîner une frustration pour leur implication dans le reste du travail ; ▶ Le non respect des engagements de la table ronde par les autorités étatiques et coutumières ; ▶ Si les vérités sont gênantes, certaines personnes risquent de se replier sur elles-mêmes ; ▶ Que la table ronde ne devienne pas un espace de revendication de pouvoir ou de validation des intérêts ; ▶ Que les députés présents en cette table ronde ne récupèrent pas ses acquis pour mener leur campagne
AUTORITES POLITICO- ADMINISTRA TIVES	Le fait que ces assises peuvent permettre le rapprochement des toutes les communautés	<p>Risque de séparation et division totale des communautés, ce qui aura comme conséquence que les faibles se rallient aux fortes pour protéger leurs intérêts, sachant que les plus forts sont ceux là qui ont des armes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Le grand nombre de membres de la communauté TUTSI réside toujours au Rwanda, à leur retour, la mise en œuvre des résolutions issues de ces assises sera-t-elle possible ? ▶ Le fait que le terme communauté a élu domicile dans notre langue et que chaque individu s'identifie par rapport à une communauté, il ya risque de conduire à une revendication de l'autonomie coutumière, ce qui pouvant créer d'autres problèmes ▶ Les résolutions de ces assises seront-ils à mesure de pacifier et mettre fin au conflit entre HUTU et TUTSI dans les Hauts Plateaux compte tenue de leur histoire ?

2.3.. Les outils utilisés

2.3.1. *Eléments de dialogue des communautés*

Les éléments de dialogue formulés par les membres des communautés lors des restitutions intracommunautaires ont été revisités et enrichis des exemples précis en carrefours homogènes. Chaque communauté avait formulé avec précision une série des problèmes qu'elle reprochait à chacune des trois autres restantes. Ainsi, la communauté Hutu avait reproché aux Bahavu la cession d'un seul champ à plusieurs personnes ainsi que le problème de Kalinzi. La communauté Tutsi avait pris le courage de reprocher aux Bahavu l'attribution d'un champ à plusieurs personnes à la fois et la cession des champs des réfugiés à d'autres personnes pour exploitation. Les résultats de ces travaux sont présentés dans les lignes qui suivent.



ELEMENTS DE DIALOGUE PRESENTES PAR LES COMMUNAUTES

Eléments de dialogues	Avec la Communauté Hutu	Avec la Communauté Tembo	Avec la Communauté Tutsi
HAVU	Occupation illégale et de force des champs et terres des Bahavu	Envie de se détacher de la chefferie de Buhavu	Non respect des actes de vente des terres et des biens lors de départ au Rwanda (récupération des terres et des biens vendus)
	Non respect du pouvoir coutumier Havu	Problématique de 5 collines dans les Hauts-plateaux (Numbi, Shanje, Luzirantaka, Lumbishi et Nganjo)	Nationalisme (attachement aux intérêts du Rwanda)
	Création des groupes armés et pillages	Limite entre des groupements Mbinga sud et Mubugu (colline Katasomwa)	Participation à la guerre au Rwanda de 1990 à 1994
	création de mutualités à caractère tribale et exclusive	Expropriation des terres des Bahavu acquises du chef de groupement Chabango Chanda par l'actuel chef de groupement de Ziralo	
	Refus de mutation des militaires issus des groupes armés Hutu	Envie de se détacher de la chefferie de Buhavu	
	Nationalisme Viol des femmes et des filles		
Eléments de dialogues	AVEC LA COMMUNAUTE HAVU	AVEC LA COMMUNAUTE TEMBO	AVEC LA COMMUNAUTE TUTSI
HUTU	Cession d'un champ à plusieurs personnes	Problématiques « Kalinzi » et «Bugali»	Achat des terres mises en valeur par les Hutu
	Problématiques « Kalinzi », « Muturo » et « Mukoro »	Problématique « Bulongo ya Baba »	Utilisation des militaires dans le règlement des conflits fonciers
		Problématique de 5 collines dans les Hauts-plateaux (Numbi, Shanje, Luzirantaka, Lumbishi et Nganjo)	Reprise des terres vendues
		Problématiques « Kalinzi » et «Bugali»	Dévastation des cultures des Hutu

ELEMENTS DE DIALOGUE PRESENTES PAR LES COMMUNAUTES (suite et fin).

Eléments de dialogues	Avec la Communauté Havu	Avec la Communauté Hutu	Avec la Communauté Tutsi
TEMBO	Déplacement des limites des groupements reconnues et héritées de la colonisation (Ziralo et Mubugu)	Autocréation d'une entité politico-administrative et coutumière sur les terres des groupements de Ziralo et Mubugu (Tembo)	Autocréation d'une entité politico-administrative et coutumière sur les terres des groupements de Ziralo et Mubugu (Tembo)
	Exploitation illégale des terres des Batembo et installation abusive des chefs des villages dans les entités coutumières Batembo par les chefs des groupements des Bahavu	Dépassement des limites de terres octroyées et la non reconnaissance du pouvoir coutumier des Batembo	Dépassement des limites de terres octroyées et la non reconnaissance du pouvoir coutumier
	Vente délibérée des terres appartenant aux Batembo aux tierces personnes	Vente des champs à l'insu de l'autorité coutumière locale	Vente des champs à l'insu de l'autorité coutumière locale
		Usage des armes à feu et autres formes de violences pour revendiquer les champs jadis vendus « Mbamba »	Usage des armes à feu et autres formes de violence pour revendiquer les champs jadis vendus « Mbamba »
Eléments de dialogues	Avec la Communauté Havu	Avec la Communauté Hutu	Avec la Communauté Tembo
TUTSI	Champs attribués à plusieurs personnes à la fois par certains chefs coutumiers	Autocréation d'une entité politico-administrative et coutumière sur les terres des groupements de Ziralo et Mubugu (Tembo)	L'insécurité causée par la présence de la milice armée (KIRIKICHO) dans le milieu
	Champs des certains réfugiés cédés à d'autres personnes pour exploitation	Dépassement des limites de terres octroyées et la non reconnaissance du pouvoir coutumier des Batembo	Champs des certains réfugiés cédés à d'autres personnes pour exploitation par certains chefs coutumiers
	La problématique du « Mpamba » et vente des champs à moindre frais dans un contexte de guerre en 1994.	Vente des champs à l'insu de l'autorité coutumière locale	La problématique du « Mpamba » et vente des champs à moindre frais dans un contexte de guerre en 1994.
	Champs attribués à plusieurs personnes à la fois par certains chefs coutumiers	Usage des armes à feu et autres formes de violences pour revendiquer les champs jadis vendus « Mbamba »	L'insécurité causée par la présence de la milice armée (KIRIKICHO) dans le milieu

2.3.2. Les carrefours homogènes et hétérogènes

Les carrefours homogènes ont consisté à la définition des attentes et de craintes des participants par rapport à la Table Ronde, à la clarification des éléments de dialogue et à l'identification des points de convergences et des divergences des éléments de dialogue avec les autres communautés ; tandis que les carrefours hétérogènes se sont focalisés aux points de divergence classés par thèmes et à proposer une série de pistes de solution, les actions concrètes à mener, les acteurs et leurs rôles ; ils se sont encore attelés à l'analyse des risques et craintes ainsi qu'à l'identification des mécanismes de contournement dans la suite du processus et à la réflexion sur le cadre de concertation pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action.

Etant donné que dans les pages précédentes, nous



Fig. 1. Vue des délégués des communautés pendant les carrefours homogènes: les délégués de la Communauté Tembo revisite ses éléments de dialogue avec les autres Communautés



Fig. 2. Vue des participants dans un carrefour hétérogène proposant des solutions aux points divergents soulevés par les communautés.

avons eu à présenter de manière détaillée les attentes et craintes des participants et les éléments de dialogue des communautés déjà enrichis et clarifiés ; dans le tableau suivant, nous présenterons les résultats des travaux du carrefour hétérogène qui avait traité les points de divergences classés par thèmes avec proposition des pistes de solution, d'actions concrètes, des intervenants et de leurs rôles.

2.4. Les synthèses journalières

En termes d'agenda, la première journée avait commencé par les cérémonies d'ouverture ont été marquées par différentes allocutions dont celle du facilitateur, Mr. Raphael Kasongo ; celle de Mr. Déo Buuma, secrétaire Exécutif de APC, celle de maman Zaurati de LPI, celle de l'Administrateur du Territoire de Kalehe ainsi que du mot d'ouverture officielle prononcée par Mr. Willy Kiriza, Ministre Provincial des Affaires foncières, représentant du gouverneur de province empêché.

Après avoir proposé aux participants un code de conduite à observer durant les assises, le facilitateur a amené les communautés à choisir cinq personnes qui se chargeraient de l'évaluation des activités journalières. Après le développement de l'agenda des cinq jours des travaux, Mr. Sosthène Maliyaseme, Chargé de Programme chez APC, a fait la présentation des résultats de la Recherche Action Participative sur les conflits fonciers en territoire de Kalehe, un rappel clair et soutenu du processus RAP (annexe). Dans l'après midi du même jour, les communautés ont été

envoyées dans des carrefours homogènes pour émettre les attentes et les craintes par rapport à la Table Ronde et éclaircir les éléments de dialogue prédéfinis lors des restitutions intracommunautaires.

Au cours de la deuxième journée, les délégués des communautés ont présenté leurs attentes et craintes ainsi que les éléments de dialogue avec les autres communautés. Deux autres groupes constitués d'observateurs, autorités politico-administratives et coutumières se sont attelés à formuler des attentes et craintes sur la Table Ronde ainsi que des observations sur les résultats de la recherche.



Fig.1 . Le groupe des autorités politico-administratives et coutumières de Kalehe formuler leurs attentes et craintes à la Table ronde.

La troisième journée s'est poursuivie autour des éléments de dialogue à partager entre les communautés en termes de points de convergence et de divergence. Les travaux en carrefours ont porté sur l'analyse et l'enrichissement de ces éléments. La plénière a procédé à une série d'explications sur le choix des communautés en rapport avec ces points convergents ou divergents (photo). Ces derniers ont été regroupés, sur l'initiative des observateurs, en 4 thématiques principales pour lesquelles les participants ont identifié des actions spécifiques. Il s'agit des problèmes liés à l'accès et sécurisation des terres, ceux qui se rapportent à la gestion administrative, ceux liés au retour des réfugiés et enfin, les questions de sécurisation/protection physique.

Au quatrième jour, les travaux en groupes hétérogènes se sont focalisés à proposer, pour les différents thèmes, une série de pistes de solutions, des actions concrètes à mener, des acteurs qui devraient intervenir et leurs rôles. (photo)

Le dernier jour de la table été consacré à l'analyse des risques et des craintes ainsi qu'à l'identification des mécanismes de contournement dans la suite du processus. Il a également été question de réfléchir en carrefours hétérogènes sur le cadre de concertation pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action. Ces échanges étaient enrichis d'une présentation sur les Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) mis en place par APC au cours du processus RAP (annexe ...3 ???). La journée s'est terminée par l'adoption du plan d'action et la signature d'un acte d'engagement par les délégués des communautés.

III. RESULTATS ATTEINTS

3.1. Plan d'Action de transformation des conflits

Les travaux de la Table Ronde ont débouché sur la proposition par les participants d'une série d'actions concrètes à mener pour la transformation positive des conflits fonciers en Territoire de Kalehe. Ces actions à mener ont été regroupées par les participants en 4 thématiques. Il s'agit des thématiques:

- 1) Accès et sécurisation des terres (juridique et sociale) : Ici entre autres actions, il y aura la sensibilisation et la formation sur la loi foncière, la médiation entre les parties en conflit, la sensibilisation sur le mode d'acquisition des terres coutumières et le respect des engagements.
- 2) Gestion administrative : parmi les actions à mener ici, il y aura la sensibilisation des autorités sur la bonne gouvernance et le respect des biens communautaires. Aussi, on peut envisager la vulgarisation et la diffusion radio phonique des textes sur la territoriale et la décentralisation.
- 3) Le retour des réfugiés : Entre autres actions à mener ici, on peut citer la sensibilisation sur l'amour de la patrie, le respect strict des biens d'autrui et la cohabitation pacifique. Il y aura aussi la création des infrastructures et structures favorisant la réintégration sociale à travers les activités génératrices des recettes.
- 4) La sécurité physique des communautés/protection : parmi les actions à mener, il y aura la sensibilisation à la démilitarisation et la cohabitation pacifique, dialogue avec les groupes armés, la conscientisation des militaires sur leur vrai rôle à jouer qui est la protection de l'intégralité territoriale, de tous les citoyens et leurs biens.

3.2. L'Acte d'engagement

Les signataires de l'acte d'engagement des communautés Havu, Hutu, Tembo et Tutsi sont les délégués des communautés précitées, les autorités politico-administratives de Kalehe, les autorités coutumières, et les observateurs tant nationaux qu'internationaux. Les personnes ayant signé l'acte d'engagement au compte des communautés sont les 3 modérateurs par communauté et les représentants des 4 mutualités en conflits. En plus des membres des communautés, les autorités politico-administratives et coutumières du Territoire de Kalehe (l'Administrateur du Territoire et les 2 chefs des chefferies). Le groupe d'Observateurs représenté par les Agences du système des Nations Unies, les ONGI et les ONG nationales ont signé l'acte d'engagement en qualité de témoins. L'acte d'engagement des communautés a été



Fig. 3. Vue des délégués des communautés pendant la signature de l'Acte d'engagement. Monsieur Alphonse Nfizi entrain de signer pour le compte de la Communauté Tutsi en présence du Gouverneur de province, son Excellence Marcellin Cishambo

signé en présence du Gouverneur de la Province du Sud-Kivu et de son cabinet après son allocution aux délégués des communautés.

Voici in extenso l'Acte d'engagement des communautés signé par les participants à la fin de la Table Ronde. Son intégralité est repris en annexes.

A l'issue des travaux de la Table Ronde organisée du 08 au 12 août 2011 par Action pour la paix et la Concorde (APC) avec l'appui technique et financier de Life & Peace Institute (LPI) dans l'objectif d'amener les communautés de Kalehe à se mettre d'accord sur les enjeux des conflits fonciers qui nous opposent, NOUS, en tant que représentants de ces quatre communautés, nous engageons à ce qui suit :

1. Soutenir le processus de dialogue initié par APC impliquant les membres des communautés locales engagées dans la résolution pacifique des conflits fonciers dans le territoire de Kalehe ;
2. Contribuer à la mise en œuvre des mécanismes locaux regroupant les délégués des différentes communautés dans l'objectif de transformer positivement les conflits et renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés de Kalehe ;
3. Adopter le plan d'action en annexe élaboré au cours des travaux de la Table Ronde par les quatre communautés représentées ;
4. S'impliquer dans la mise en œuvre des activités dégagées dans ce plan d'action tel qu'élaboré à l'issue de la Table Ronde.



Fig. 4. L'Administrateur de Kalehe, Monsieur Désiré Masumbuko Kubuya entrain de viser l'acte d'engagement des communautés

DIFICULTES RENCONTREES

- Une communauté a menacé de se retirer car selon elle, ses éléments de dialogue seraient connus par les autres communautés avant la Table Ronde.
- La perception partisane de certains participants vis-à-vis de APC, organisatrice, du fait que certains membres de son directoire appartiennent à une communauté en conflit.
- Les préjugés liés à certains enjeux du processus comme par exemple le retour des réfugiés Tutsi.

LEÇONS APPRISES

- L'implication des modérateurs dans le processus a joué un grand rôle comme canal de communication entre APC et les communautés.
- La gestion de l'espace politique a permis la mobilisation de la classe politique.
- L'implication des communautés dans le choix du facilitateur est facteur déterminant pour la réussite de ces assises
- Risque d'avoir donné la responsabilité de toute une communauté à 2 ou 3 personnes (possibilité de prise en otage de la communauté par l'équipe de modérateurs).

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La Table Ronde sur les conflits fonciers entre les communautés Havu, Hutu, Tembo et Tutsi tenue à l'Institut Bwindi/Bukavu du 8 au 12 Août 2011 aura été une des grandes activités organisées par l'ONG APC avec l'accompagnement financier et technique de Life and Peace Institute. APC a mis un accent particulier sur les préparatifs de ces assises étant donné que la Table ronde constitue une étape capitale du processus RAP. La réussite de cette Table Ronde est le fruit des efforts combinés du staff d'APC, de LPI ainsi que de tous les acteurs, leaders et modérateurs des différentes communautés impliquées dans le processus RAP. L'organisation des dialogues intracommunautaires et la fixation des critères du choix du facilitateur et ses talents sont parmi autant de facteurs combinés qui ont contribué à la réussite de la Table Ronde. Nous avons sincèrement loué l'esprit d'abnégation, de concession qui a caractérisé les représentants des communautés tout au long de ces assises ; ce qui nous a prouvé combien les communautés sont fatiguées des tensions et de leur aspiration à la cohabitation pacifique actuellement.

Loin de nous l'idée de dire que les conflits fonciers en Territoire de Kalehe viennent maintenant de trouver une solution. Néanmoins, APC peut se frotter les mains pour avoir amené les 4 communautés à s'asseoir autour d'une même table pour parler à haute voix des problèmes épineux liés aux conflits fonciers qui les opposent depuis des décennies. C'est justement cela le début de la recherche d'une solution durable si les communautés s'engagent sincèrement à respecter les résolutions prises à l'issue de cette Table ronde.

Le Plan d'actions défini et adopté par les délégués des 4 communautés, il est temps de jeter un regard sur l'avenir, c'est-à-dire l'après Table ronde. De ce fait, il nous paraît très indispensable de prime abord d'accompagner les délégués des communautés dans la restitution des résultats de la Table Ronde et l'Engagement des communautés à la base, auprès des autorités politico-administratives et des acteurs humanitaires tant en Territoire de Kalehe qu'au niveau provincial en vue de solliciter l'implication des acteurs dans la mise en œuvre des actions et l'accompagnement du processus de transformation positive des conflits fonciers qui déchirent les communautés en Territoire de Kalehe. Ainsi donc, il s'agira de mettre place des mécanismes de mise en œuvre et de suivi des actions tout en capitalisant l'approche CDM dans les sites concernés par les restitutions et enfin procéder à la mise en œuvre proprement dite de ce plan d'actions. Ceci dit, la mise en œuvre de ce Plan d'action de TC sera précédée d'une série d'activités dont : (1) Un atelier d'évaluation de la Table ronde ; (2) des réunions préparatoires des restitutions avec les modérateurs et autres délégués des communautés participants à la TR ; (3) un Atelier d'élaboration du Plan stratégique triennal de APC et d'un Cadre logique de ce Plan d'actions et ; (4) d'organiser les restitutions proprement dites des résultats de la Table ronde dans les sites stratégiques.